

Déclaration liminaire de l'Unsa-Éducation au CTA du 7 octobre 2021

Monsieur le Recteur,
Mesdames, Messieurs,

Deuxième rentrée scolaire sous l'ère (« l'air ») Covid...

***Au début de la crise sanitaire, nombreux étaient ceux qui disaient, à l'instar de l'Unsa-Éducation, qu'il y aurait un avant et un après Covid. Mais « l'après » tardant, il faut bien vivre « avec »...
C'est d'ailleurs ce que l'on a fait dans les écoles et les établissements scolaires sous diverses formes. On sait faire...
Mais à quel prix !***

Il ne suffit pas de répéter sur la scène médiatique que la fierté de la France est d'avoir continué à faire fonctionner l'École quand de nombreuses nations faisaient le choix de la fermeture.

Il ne suffit pas non plus de multiplier les hommages aux enseignants et personnels d'éducation et à leur formidable capacité d'adaptation... en oubliant d'ailleurs trop souvent les autres personnels, eux aussi largement impactés par cette crise sanitaire.

Ces sorties médiatiques ministérielles ne donnent pas le sentiment que le pouvoir politique ait réellement pris en compte qu'il faudra vivre durablement avec cette pandémie (et certainement d'autres à l'avenir).

Pour l'Unsa-Éducation, il est temps de repenser le fonctionnement de notre système éducatif, en n'oubliant pas la question qui fâche : celle des moyens.

- des moyens humains : des classes surchargées ne sont pas acceptables notamment dans le second degré ; la question des moyens en remplacement doit également être abordée ;
- des moyens en formation professionnelle, tant initiale que continue ; la maîtrise de l'outil informatique notamment dans son aspect communication à distance doit être un objectif prioritaire de formation ;
- des moyens en matériel et en infrastructures fiables et adaptés aux nouveaux cadres d'enseignement et de fonctionnement qui s'imposent à nous ;
- des moyens mis dans le bâti scolaire : une grande réflexion avec les collectivités territoriales propriétaires des locaux doit être engagée et aboutir très rapidement sur des actes concrets ;
- enfin, des moyens pour l'École inclusive et pour les Élèves à Besoins Éducatifs Particuliers et les équipes éducatives qui les prennent en charge.

C'est à ce prix que doit se faire l'adaptation de notre système scolaire. Et sur ce plan, il y a urgence !

Or concrètement, notre ministre ne semble pas être dans cette dynamique, ce qui est doublement regrettable.

- ***Regrettable, car notre Ministère de l'Éducation Nationale ne semble toujours pas avoir pris la mesure du moral des personnels, toujours au plus bas...***

L'Unsa-Éducation n'a eu de cesse d'attirer l'attention de notre ministre sur cette question, lui demandant de faire une étude d'impact de la pandémie sur les personnels.

Alors certes notre ministre a diligencé une étude de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance pour apporter un éclairage sur la crise sanitaire et ses conséquences, celle-ci étant centrée sur les élèves et leurs apprentissages. Si cette étude était également une demande forte de l'UNSA Éducation, il manque selon nous un maillon essentiel : celui des personnels en charge des élèves et des apprentissages eux-mêmes et plus largement du bon fonctionnement de toute l'institution.

Si l'Institution ne fait pas son analyse en tenant compte des élèves et des personnels, alors les conclusions de cette étude en seront faussées et inadaptées.

Certes, fort de ses conclusions du Grenelle, le Ministre a insisté sur l'enjeu d'une meilleure qualité de vie au travail des personnels de l'Éducation nationale, particulièrement par une gestion des ressources humaines profondément renouvelée car plus lisible, plus humaine, plus individuelle et plus réactive.

Comme toujours le discours est doux à l'oreille et porteur d'espoir... Le changement, c'est maintenant...

Par contre à l'épreuve des faits, c'est bien différent.

Interrogé sur son action au Ministère de l'Éducation nationale, Jean-Michel Banquer déclarait récemment qu'il espérait rester dans les mémoires comme « le ministre qui aura œuvré au bien être des personnels ».

L'UNSA Éducation a une toute autre vision et pointe un écart important entre le discours public ambitieux et la réalité vécue par les personnels.

Quand publiquement le ministre annonce une révolution quant à la personnalisation de la gestion de chaque agent pour une meilleure qualité de vie au travail et un système plus performant, il pressure en interne les différents échelons de notre ministère pour une mise en œuvre immédiate, sans moyens supplémentaires et sans accompagnement des collectifs comme des individus en charge de mettre en œuvre cette révolution.

La mise en place de cette RH de proximité dans notre académie n'échappe pas à ce constat. L'Unsa-Éducation était d'ailleurs intervenue en GT pour dire que si nous pouvions être d'accord avec les principes exposés dans la feuille de route académique, sa mise en place dépendrait clairement des moyens dont disposerait l'Académie. Nos craintes s'avèrent malheureusement fondées. Il suffit de regarder la carte académique des conseillers en RH de proximité. Certains collègues cherchent la proximité, notamment la proximité géographique.

L'UNSA Éducation demande au ministre d'une part, de cesser tout discours dont les ambitions affichées seront nécessairement source de déception pour les personnels en matière de mise en œuvre effective et, d'autre part, de prendre en compte les alertes, à plusieurs reprises renouvelées, et revoir en urgence sa copie quant à la gestion des personnels.

A tous les niveaux et sur tous les territoires, malgré un engagement sans faille de tous pour un service public d'Éducation de qualité, les personnels exercent dans des conditions de plus en plus dégradées et notre institution est au bord de la rupture.

La crise, trop souvent arguée pour justifier les dysfonctionnements ne peut désormais plus tout expliquer.

Le traitement « sanitaire » de la pandémie de Covid-19 a mis sous l'éteignoir bien des aspects des conditions de travail des personnels, hormis leur sécurité sanitaire.

Notre Ministère et plus généralement notre gouvernement ne peuvent plus ignorer les conditions de travail dégradées dans lesquelles les personnels évoluent, et évoluaient déjà avant même la crise sanitaire.

Nous n'allons pas reprendre aujourd'hui la litanie de toutes les attentes légitimes des différentes catégories d'agents de l'Éducation nationale. Mais désormais, dans chacune de nos interventions, nous ferons un focus sur une ou deux catégorie de personnels.

En ce CTA de rentrée, l'Unsa-Éducation attire votre attention, Monsieur le Recteur, sur la situation des CPC, les ERUN et les formateurs en général et les personnels administratifs de catégorie C.

- **Les personnels administratifs de catégorie C** sont toujours en attente d'une revalorisation à la hauteur des fonctions exercées. La première étape de la revalorisation présentée ce jour ne peut en aucun cas être un aboutissement. Ce doit être au contraire un commencement car il matérialise des avancées concrètes pour nos collègues et ouvre une perspective pluriannuelle indispensable. L'Unsa-Éducation veillera au respect de cet engagement.
- **Concernant les CPC, les ERUN et les formateurs en général**, savez-vous Monsieur le Recteur quelles sont les conditions de travail de tous ces formateurs dont la charge de travail s'accroît d'année en année, provoquant un turn-over pesant sur les « titulaires stables » et pouvant également impacter la qualité du service rendu par épuisement professionnel ?

Les solutions sont pourtant assez aisées à mettre en œuvre, et absorbables budgétairement, à notre sens.

- Des formations de formateurs, en nombre et avec des experts (ces formations ne génèrent pas de besoin de remplacement)
 - Du temps dégagé, régulièrement, sur leur temps de service pour mutualiser entre pairs, créant ainsi une dynamique bénéfique à tous,
 - Rendre possible le télétravail (pas seulement possible selon l'IEN)
 - Des moyens matériels : connexion informatique supportant la mise en place des visios, téléphones portables professionnels (les CPC ne restent pas vissés sur leur chaise), moyens en photocopies ...
 - Prendre en compte les faisant fonction dans le déroulé de carrière
- ***Pour les Erun plus spécifiquement*** : des moyens informatiques dignes de leurs missions, un accès aux outils sur lesquels ils doivent former les directeurs ou enseignants et une formation à ces outils. Un ERUN n'est pas touché par une grâce numérique qui le rend compétent avec n'importe quelle nouvelle application, par simple transmission de pensée d'IA (entendre IA comme Intelligence artificielle et non pas comme notre « fort apprécié » supérieur hiérarchique !).

Il est urgent de prendre en compte ces « revendications », somme toute « raisonnables ». La formation initiale et continue est au cœur de l'Unsa Education, les personnels l'assurant, également.

- ***Regrettable ensuite parce que la crise sanitaire a relégué au second plan un sujet hautement préoccupant : l'accentuation des inégalités.***

Les rentrées passent, les ministres se succèdent et les inégalités se creusent. Est-ce une fatalité ? Pas pour l'UNSA-Éducation.

Si avec la crise sanitaire, les inégalités se sont accentuées, rappelons-nous que celles-ci étaient bien présentes avant mars 2020. Il y a donc urgence à réduire ces inégalités qui fracturent notre société.

L'Unsa-Éducation s'oppose à la persistance du déterminisme social. Pour notre fédération, La lutte contre les inégalités est le cœur même de notre projet : l'École n'est pas responsable de tous les maux, cependant elle est au cœur des évolutions nécessaires .

En cette dernière année du ministre Blanquer, avant l'élection présidentielle, force est de constater que les inégalités n'ont pas disparu. Malgré les mesures continuellement mises en avant dans la communication ministérielle comme les petits déjeuner dans les écoles défavorisées, les dédoublements en éducation prioritaire, le dispositif «Devoirs faits », ou encore les moyens donnés en faveur des territoires ruraux, les inégalités scolaires restent une réalité. Dans la circulaire de rentrée, le ministère considère que « depuis 2017, beaucoup a été fait en la matière au service de l'égalité des chances, aussi bien en éducation prioritaire, qui fait pour la première fois l'objet d'un secrétariat d'État dédié, que dans les territoires ruraux ».

Dans cette même circulaire, on découvre que le ministère s'est souvenu qu'il fallait «renforcer la mixité sociale des établissements les plus favorisés, en priorisant les dérogations au titre des demandes de bourses ».

Malheureusement, on est loin du compte. Les mesures prises ne suffisent pas à inverser la tendance. Malgré l'investissement des équipes, le poids de l'origine sociale des élèves, est beaucoup trop important dans la réussite scolaire. Les résultats de l'enquête internationale PISA nous le rappelle chaque année : l'école française fait partie des plus inégalitaires. La France demeure un pays dans lequel les ressources matérielles et culturelles comptent le plus dans la performance des élèves. Doit-on s'y résigner ?

Non, l'Unsa-Éducation souhaite parler des enjeux éducatifs et dépasser les discours des politiques sur l'égalité des chances. Les questions éducatives doivent être au cœur des débats. Nous devons faire entendre que la réduction des inégalités et la mixité sociale doivent être des priorités. Nous pensons que la question des inégalités doit être au cœur des débats de la prochaine présidentielle.

Combattif et mobilisé pour la défense d'un Service Public d'Éducation, résolument engagé dans la réussite scolaire de l'ensemble des jeunes de notre pays et tout aussi fermement impliqué dans l'amélioration des conditions de travail et l'évolution de la rémunération des personnels, l'Unsa-Éducation sera encore aux côtés des personnels durant cette année scolaire.

